

CARTE D'IDENTITÉ DU SIEC

- > **Dénomination :**
Centre Information énergie (CIE)
- > **Territoire d'intervention :**
Commune de Chefchaouen
- > **Historique :**
Initié en 2014 suite à un appel à projet national
- > **Type de gouvernance et gestion :** Gestion communale



Centre Info Energie de la commune de Chefchaouen

Commune de Chefchaouen

MAROC

LE TERRITOIRE ET SES ENJEUX

La commune de Chefchaouen est un territoire urbain de 11km² situé à 600 mètres d'altitude dans le pré-rif, extrémité ouest du massif du Rif. Y vivent 45 000 habitant.e.s, dont la moitié sont actifs et appartiennent à la classe moyenne. Chefchaouen jouit d'un patrimoine naturel, culturel et architectural exceptionnel la prédisposant au tourisme, principal secteur économique de la ville. L'activité artisanale dans la ville

est également réputée. Sur le plan environnemental, les changements climatiques engendrent une baisse de la pluviométrie et impactent les réserves d'eau, historiquement élevées, de la région. Le mix énergétique de la commune est proche du national composé à plus de 80% d'énergies fossiles. La combustion de bois est assez peu répandue dans la ville et l'utilisation du solaire thermique est encore limitée.

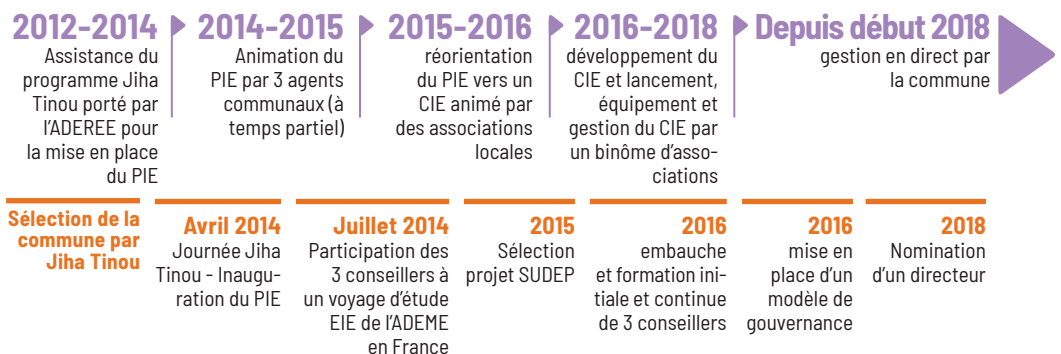
CONTEXTE & MOTIVATIONS AU LANCEMENT DE LA DÉMARCHE DE SIEC

Autoproclamée « ville écologique » en 2010, la commune de Chefchaouen a depuis mené plusieurs actions et politiques concernant le développement durable et la transition énergétique. La commune a exprimé son intérêt pour initier la mise en place d'un SIEC en 2012 suite à la présentation du concept des Espaces Info Énergie par le Geres. Elle a été retenue par l'ADEREE pour mettre en place un Point informa-

tion énergie -PIE dans le cadre du programme national Jiha Tinou.

Le dispositif a évolué en partenariat avec le Geres vers un Centre Info Energie - CIE- grâce au soutien financier de nombreux partenaires dans le cadre notamment des programmes internationaux SUDEP (UE) et CEMAATER (AFD).

ETAPES ET TEMPS FORTS DU DÉVELOPPEMENT DU SIEC À CHEFCHAOUEN



PLANIFICATION STRATÉGIQUE ET DIAGNOSTICS TERRITORIAUX

Le CIE a été inscrit dans le Plan Communal de Développement (PCD) dès 2013 et le Plan d'Action Communal 2016-2022 intègre la dimension environnementale comme axe transversal prioritaire. Il a

été accompagné par la réalisation en 2017 d'un Inventaire des gaz à effet de serre et l'élaboration d'un Plan d'accès à l'énergie durable suite à l'adhésion de la Commune à la Convention des Maires.

GOUVERNANCE ET FORME JURIDIQUE

Les acteurs suivants ont été associés à la définition et mise en œuvre du CIE à travers les différentes étapes :

Institutions publiques centrales & déconcentrées

Office National de l'Electricité et de l'Eau - ONEE

Secteur privé lucratif

Droguerie et vendeurs d'appareil électroménagers, hôtels

Institutions publiques décentralisées

Commune de Chefchaouen

Secteur privé non lucratif

- Association Talasemtane pour l'Environnement et le Développement - ATED
- Association du Développement Local - ADL

Le CIE a d'abord été porté par le Geres qui en a délégué la gestion aux associations ATED et ADL et il est

depuis 2018 intégré à l'organigramme de la commune au sein du service environnement.

LE CIE EST UN OUTIL AU SERVICE DES AMBITIONS ENVIRONNEMENTALES DE LA COMMUNE, QUI SE POSITIONNE COMME MODÈLE D'UN CHANGEMENT CITOYEN EN MATIÈRE DE GESTION ÉNERGÉTIQUE DURABLE

Mohamed Sefiani,

Maire de la Commune de Chefchaouen

MODÈLE ÉCONOMIQUE ET FINANCEMENTS

La prise en charge des moyens de développement et fonctionnement du CIE est la suivante :

- **Commune de Chefchaouen** : mise à disposition de personnel, local.
- **AMEE** : organisation de la journée Jiha Tinou d'inauguration du Point Info Energie.
- **ADEME** : participation à la formation des conseillers.
- **Union Européenne, Agence Française de Développement, Région Provence Alpes Côte d'Azur,**

Fondation Nexans : fonctionnement du CIE sur la période 2016-2018 soit l'aménagement des espaces, l'équipement en supports pédagogiques et instruments de mesure, la mise en place d'outils de gestion et le développement des activités, la formation des conseillers sous la coordination et avec l'assistance technique du Geres.

EQUIPES ET COMPÉTENCES MOBILISÉES

Le CIE a d'abord été animé par des conseillers ingénieurs de formation, salariés des associations ATED et ADL, choisis sur tests de connaissances dans l'énergie puis formés par le Geres.

Actuellement le CIE est animé par un directeur avec un profil gestionnaire et technique (technicien en informatique de gestion, gestion des ressources hu-

maines, administration-comptabilité). Le profil choisi a bien répondu aux attentes pour une première étape de transition, mais un besoin de formation s'est fait ressentir pour un déploiement plus ambitieux du CIE. Il reste néanmoins à redéfinir les missions en accord avec la vision Chefchaouen 2030 co-élaborée par les acteurs de la ville en 2018.

SUIVI-ÉVALUATION ET MESURE DES IMPACTS

Les indicateurs du CIE ont été définis pour mesurer la réduction de facture énergétique pour les bénéficiaires, les ménages et professionnels. Une évaluation, en 2017, a été faite sur les passages à l'acte

de changement d'équipement (ampoules, électroménagers, chauffe-eau solaire) et adoption de bonnes pratiques de 70 personnes qui ont été sensibilisées par le CIE.

RÉSULTATS ET DÉFIS

Les résultats ont été atteints sur l'ensemble de la ville en matière de prise de conscience sur la réduction des consommations d'énergie. Plusieurs défis ont été identifiés dont la pérennisation du CIE en définissant

un modèle et cherchant des moyens de financement. Il est également question d'étoffer les ressources humaines afin de continuer à élargir les actions et les activités.

ACTIVITÉS, CIBLES ET OUTILS

Le CIE informe et conseille gratuitement à travers des animations, des visites, des échanges au local du CIE, des événements. Il prête également des ressources pédagogiques (livres, jeux, revues, etc.) et des équipements de mesure (wattmètre, thermomètres, sondes de température, caméras thermiques, etc.). Tous ces dispositifs se révèlent incitatifs pour attirer les publics cibles du CIE (écoliers, femmes, professionnels).

C'est à travers ses activités que le CIE collecte des données sur les consommations énergétiques de la population de Chefchaouen, données qui servent à mieux orienter les actions et les politiques de maîtrise des consommations d'énergie. Le CIE relaie et favorise également les initiatives et les expériences visant la transition énergétique sur le territoire de Chefchaouen.

Contact :

Ouail Tabiti, Directeur du CIE
Commune de Chefchaouen
ta_ouail@hotmail.com



CARTE D'IDENTITÉ DU SIEC

> Dénomination :

Cellule Info Energie Climat- CIEC

> Territoire

d'intervention :

Commune d'Oujda

> Historique :

Création initiée en 2016 par la Commune avec l'appui de la coopération décentralisée et de financements internationaux

> Type de gouvernance et

gestion : Gestion en régie par la Commune (intégrée au service « Environnement ») avec un comité de suivi multi-acteurs



Cellule Info Énergie Climat de la commune d'Oujda

LE TERRITOIRE ET SES ENJEUX

La commune d'Oujda est un territoire de 100 Km² où vivent ~550 000 habitant-e-s. L'économie est dominée par les activités commerciales et de services. Elle est marquée par un taux de chômage moyen de 21,4% (2015), et le salaire moyen est de 2 000 dirhams en 2018. Au-delà du centre-ville où domine l'habitat traditionnel, le parc de logements est majoritairement composé de maisons marocaines modernes. Sur le plan environnemental, la ville subit

les nuisances dues à la forte utilisation des voitures et l'insuffisance (des espaces verts). Au niveau énergétique la commune s'est engagée depuis 2013 dans une politique volontariste pour valoriser ses déchets et promouvoir l'énergie solaire via le chauffage thermo solaire; mais le pétrole, ses dérivés ainsi que le gaz naturel restent majoritaires dans la production électrique.

CONTEXTE & MOTIVATIONS AU LANCEMENT DE LA DÉMARCHE DE SIEC

La Commune d'Oujda a eu connaissance de l'outil SIEC en 2013 dans le cadre du projet Jiha Tinou. Puis, engagée dans le projet européen CES-MED, la Commune a réalisé en 2015 un inventaire des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre permettant de développer de façon participative un Plan d'Action d'Énergie Durable (PAED) qui inclut un volet dédié à la sensibilisation, l'éducation et la communication.

A cette fin, la ville d'Oujda a sollicité la Ville de Lille pour développer un Projet de Coopération Décentralisée pour une Énergie Durable (PCD-ED) incluant un volet « citoyenneté » dans lequel s'inscrit la CIEC d'Oujda. Dans le cadre de ce projet, une enquête de sensibilisation a été conduite par questionnaire auprès de 1 400 ménages.



Commune d'Oujda

ETAPES ET TEMPS FORTS DU DÉVELOPPEMENT DU SIEC À OUJDA

2015
(4 mois) :
diagnostic &
mobilisation

2016 à 2018
Définition position-
nement & objectifs

2018
(2 mois) :
Mise en place
opérationnelle

2019
Identification d'un
local provisoire

Depuis Sept. 2018
Montée en compétences
de l'équipe

Visite 1
d'échange à Lille

**Visite
d'échange**
à Chefchaouen

Visite 2
d'échange à Lille

DIAGNOSTICS TERRITORIAUX ET PLANIFICATION STRATÉGIQUE

Dans le cadre de l'élaboration du PÆD, la commune a identifié les acteurs impliqués dans la consommation

énergétique et les émissions des GES dans le territoire. Elle a organisé 4 ateliers participatifs.

"La réalisation d'un Inventaire de Référence des Emissions de gaz à effet de serre (IRE, référence Année 2013) a démontré que le bâtiment et les transports consomment plus de 80% de l'énergie et émettent plus de 80% du total des gaz à effet de serre du territoire de la commune. Sur cette base le plan d'action cible dans un premier temps des actions de sensibilisation touchant ces deux secteurs énergivores au niveau du CIEC d'Oujda".

Adnane el Ghazi, Directeur du Service Planification Et Développement Durable, de la Commune d'Oujda

GOUVERNANCE ET FORME JURIDIQUE

Les acteurs suivants ont été associés à la définition de la CIEC à ce jour :

Institutions publiques centrales & déconcentrées

- Agence Nationale de la Maîtrise de l'Energie - AMEE
- Délégation Générale des Collectivités Locales -DGCL
- Groupe public Al Omrane
- Office National de l'Electricité et de l'Eau potable -ONEE

Institutions publiques décentralisées

- Commune d'Oujda : Service Planification Et Développement Durable -SPEDD
- Direction Régionale de l'Environnement
- Régie Autonome intercommunale de Distribution de l'Eau et de l'Electricité d'Oujda - RADEEO

Secteur privé lucratif

Entreprises locales et régionales :
Confédération Générale des Entreprises du Maroc - CGEM Région Oriental

Secteur privé non lucratif

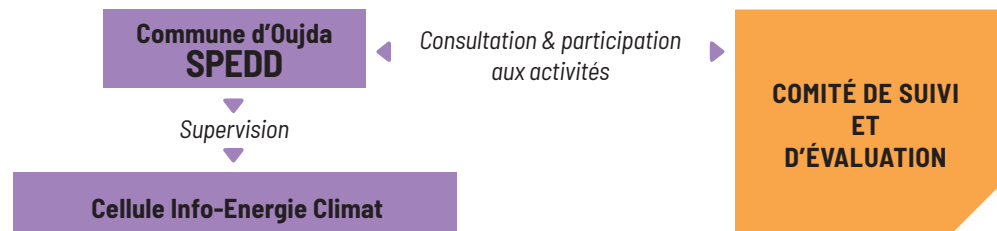
- Institut de Formation aux Métiers des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Energétique d'Oujda - IFMERE E Oujda
- Ordre des Architectes et Agence Urbaine d'Oujda
- Associations environnementales et d'énergie durable de la ville d'Oujda

« LA CIEC EST INDISPENSABLE À LA MISE EN ŒUVRE DE L'AXE «SENSIBILISATION» DU PLAN D'ACTION À L'ENERGIE DURABLE DE LA VILLE D'OUJDA ».

Adnane El Ghazi

La CIEC est un outil au service des ambitions communales en faveur de la transition énergétique. Son mandat, inscrit dans le plan d'action communal (PAC) d'Oujda 2017-2022 est d'élaborer et mettre en œuvre des programmes de sensibilisation, d'éducation, de formation et de communication à l'environnement

et l'énergie durable à destination du grand public. Dès le début de la réflexion le choix a été fait d'une gestion en régie publique, intégrée à l'organigramme communal et associée à une gouvernance consultative réunissant des acteurs externes, en cours de formalisation.



LE MODÈLE ÉCONOMIQUE ET LES FINANCEMENTS

Les coûts de mise place de la CIEC, estimés à 200 000 DH ont été appuyés par la Direction Générale des Collectivités Locale (DGCL), partenaire du projet PCD-ED. La commune a bénéficié de l'appui de l'ADEME et de la Ville de Lille et sa Maison de l'Habitat Durable pour la définition du projet, la conduite d'études préalables et la formation du personnel.

Les frais de fonctionnement 2017-2022 sont estimés à ~500 000 DH annuels, dont 98 000 DH annuels de ressources humaines intégrés au budget de la commune d'Oujda.

ACTIVITÉS ET SUPPORTS PÉDAGOGIQUES

Suite à la définition du plan d'action de sensibilisation, des supports de communication grand public relatifs à l'efficacité énergétique dans la construction des bâtiments et les équipements ciblant les différents niveaux socio-économiques de la population

de la ville d'Oujda ont été élaborés.

La commune rénove et équipe un local dédié à la CIEC, basé dans le nouveau parc récréatif et d'animation de la Commune d'Oujda à l'origine l'ancienne gare de la ville.

LES ÉQUIPES ET LES COMPÉTENCES MOBILISÉES

La CIEC est aujourd'hui animée par un technicien de profil électrotechnique choisi au sein de l'équipe énergie sur la base de son dynamisme, sa motivation et son expérience dans le contact avec le public. Il est responsable de la mise en œuvre du plan d'action avec l'appui de membres du comité de suivi et

d'évaluation de la CIEC. Il bénéficie de renforcement des capacités à travers des formations de base et spécifiques (délivrées par l'ADEME et l'AMEE), d'échanges entre pairs (Ville de Lille, Commune Chefchaouen) et d'autres programmes de coopération.

RÉSULTATS ET DÉFIS

Le principal défi est d'assurer la pérennité du service en mobilisant les ressources suffisantes

et des partenariats structurants.

Contact :

Commune d'Oujda -
Dr. Adnane EL GHAZI
Chef Service Planification
Et Développement Durable
(SPEDD)
spedd.cuo@gmail.com
M. Mohammed BIKIS
Responsable CIEC
bikmed74@hotmail.fr



CARTE D'IDENTITÉ DU SIEC

- > **Dénomination :**
Point Info sur la Maîtrise de l'Énergie (PIME)
- > **Territoire d'intervention :** Tunisie
- > **Historique :**
Initié en 2007 par l'Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Énergie, ANME,
- > **Type de gouvernance et gestion :**
Porté par la STEG selon une convention ANME-STEG



Point Info sur la Maîtrise de l'Énergie (PIME)

LE TERRITOIRE ET SES ENJEUX

En dépit d'efforts considérables de mise en œuvre de politiques de maîtrise de l'énergie par l'Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Énergie, ANME, depuis 3 décennies, le déficit énergétique structurel de la Tunisie s'est largement aggravé à partir de l'année 2011 en raison de l'augmentation des consommations

d'énergie et de la diminution drastique de la production nationale en hydrocarbures. Le développement des énergies renouvelables – limité hors solaire thermique– s'incarne dans le Plan Solaire Tunisien qui vise une part de 30% d'ici à 2030.

CONTEXTE & MOTIVATIONS AU LANCEMENT DE LA DÉMARCHÉ

L'ANME (Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Énergie) a initié la réflexion sur le dispositif PIME en 2006 pour répondre à un objectif de maîtrise de l'énergie des ménages, commerçants, artisans et des petites entreprises. Pour mettre en place un dispositif unique touchant tous les consommateurs basse tension de Tunisie, l'ANME a rapidement sollicité la Société Tunisienne de l'Électricité et du Gaz (STEG), monopole d'État présent sur tout le territoire tunisien, pour aboutir à la signature d'une convention-cadre en janvier 2007. L'objectif côté STEG était de diminuer les consommations électriques de ses clients, notamment pendant les pics

de consommation obligeant à des délestages- et d'alléger les risques d'impayés. Les Points Info pour la Maîtrise de l'Énergie ont été installés dans près d'une centaine d'agences commerciales de la STEG. L'ANME a ensuite sollicité son homologue française, l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) pour profiter de l'expérience française des Espaces Info Énergie aboutissant en 2009 au démarrage d'un soutien technique et méthodologique. L'association française Prioriterre s'est vue déléguée par l'ADEME l'assistance technique pendant la période 2009-2017.



ETAPES ET TEMPS FORTS DU DÉVELOPPEMENT DU SIEC



PLANIFICATION STRATÉGIQUE ET DIAGNOSTICS TERRITORIAUX

Le développement des PIME répond à un objectif d'utilisation rationnelle de l'énergie et s'inscrit dans une planification stratégique centrale. Le dispositif a été articulé avec les autres politiques publiques nationales de maîtrise de l'énergie pilotées par l'ANME (Prosol, etc.) pour stimuler, par l'information de proximité, les bonnes pratiques dans les secteurs résidentiel et tertiaire.

Le secteur industriel fait l'objet de politiques publiques et de programmes distincts. Aucun diagnostic territorial n'a été réalisé; la définition des objectifs des PIME en termes de thématique et de cible s'est appuyée sur la connaissance par la STEG et l'ANME des consommations et profils énergétiques des clients basse tension.

GOUVERNANCE ET FORME JURIDIQUE

Ont pris part à la gouvernance et à la gestion des points PIME les acteurs suivants :

Institutions publiques centrales :

Agence Nationale de la Maîtrise de l'Énergie

Institutions publiques décentralisées :

Société Tunisienne de l'Électricité et du Gaz

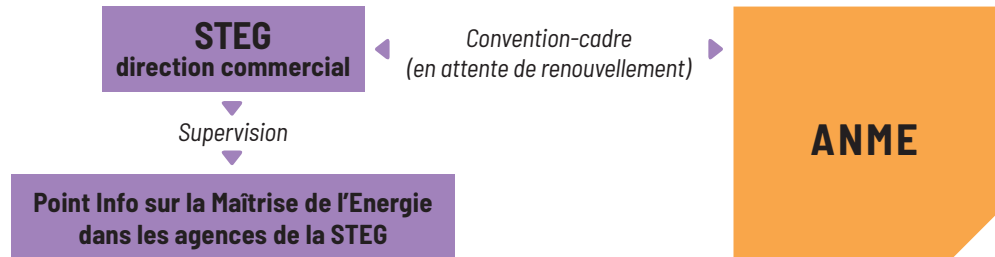
Secteur privé lucratif :

Aucun

Secteur privé non lucratif :

Aucun (le contexte politique ne permettait pas de travailler avec des associations)

Les PIME sont portés par la direction commerciale de la STEG. La collaboration avec l'ANME est encadrée par une convention et a donné lieu à des comités de pilotage dont le dernier remontant à janvier 2016 a dressé le constat du besoin d'une clarification des rôles de chaque structure dans une nouvelle convention.



« CONSEILLER C'EST UN MÉTIER : ON NE PEUT PAS TRAVAILLER SUR CE SUJET SANS AVOIR LES COMPÉTENCES NÉCESSAIRES »

Fathi Hamad

MODÈLE ÉCONOMIQUE ET FINANCEMENTS

Il n'y a pas eu de modèle économique chiffré et formalisé mais des objectifs posés : réduction de facture énergétique pour les clients et pour l'état, réduction des impayés de la STEG, baisse du coût des délestages pour la STEG.

La prise en charge des moyens de développement et fonctionnement des PIME est conjointe aux 3 parties prenantes :

STEG : coordination, mise à disposition de l'espace d'accueil dans ses agences et de personnel dédié pour le conseil

ANME : pilotage initial, formation, aménagement des espaces, équipement en supports, évaluation

ADEME : assistance technique développement, formation et évaluation

ÉQUIPES ET COMPÉTENCES MOBILISÉES



Les conseillers PIME sont des agents commerciaux des agences de la STEG (niveau secondaire ou bac) qui se sont vus attribuer cette fonction en plus de leur fonction de base. Ils ont été nommés par les

responsables d'agences sans critère particulier de sélection. Il y a eu un turn-over important lié à des départs à la retraite ou pour mutations.

La mobilisation et la montée en compétences des conseillers PIME (plus de 100) a consisté en :

- Formations initiales par la STEG : 2008, 2009, 2010
- Voyages d'étude en France dans le cadre des rencontres EIE : 2009, 2010
- Rencontres nationales pilotées par l'ANME : 2012, 2013 (en présence d'associations), 2014, 2016
- Formations régionales pilotées par l'ANME : 2014, 2015

SUIVI-ÉVALUATION ET MESURE DES IMPACTS

En 2014, ont été mises en place des fiches visiteur intégrées à l'intranet de la STEG à remplir pour chaque personne conseillée et reçues par la DCOM STEG. Néanmoins, tous les conseillers ne la remplissaient pas selon l'ANME.

En 2014, dans un contexte de préparation de la révision de la loi sur la subvention à l'énergie en Tunisie et en vue de valoriser l'action menée par les PIME, la direction de la commercialisation de la STEG et la

DSIRP de l'ANME ont commandé à Prioriterre la réalisation d'une étude d'impact économique du conseil PIME. Elle a permis de montrer entre autres que 1 Dinar Tunisien investi sur les actions de conseil permet d'économiser au moins 10 DT d'énergie par an pour le citoyen dont environ 5 DT de subvention. Les partenaires ont notifié le besoin de mesurer l'impact par le suivi des consommations de quelques familles de référence.

RÉSULTATS ET DÉFIS

Faute de renouvellement de convention avec la STEG, l'ANME n'a plus d'action et de retour de la STEG concernant le dispositif PIME. Le défi actuel de l'ANME est le développement de SIEC à l'échelle des territoires en collaboration avec la société civile et

les collectivités locales. Un premier dispositif de sensibilisation par les associations sur le solaire a été testé en 2017 (Projet Solaire Citoyen). La prochaine étape est la mise en place d'un SIEC dans la ville de Sousse avec la mairie et les associations du territoire.

ACTIVITÉS, CIBLES ET OUTILS

Le mode d'intervention privilégié est la prise de contact direct avec les conseillers. Un film sur les PIME a été réalisé : <https://www.youtube.com/watch?v=NZE6RX50mdk>

L'outil Simul'conso MED a été développé pour permettre aux clients de simuler leurs consommations d'électricité.

Contact :

ANME - M. Fathi Hamad, directeur de l'Agence régionale de Sousse
hamad.fathi@anme.nat.tn



CARTE D'IDENTITÉ DU SIEC

> Dénomination :

Espace Info-> Energie (EIE) du Pays d'Aubagne et de l'Étoile

> Territoire d'intervention :

6 puis 12 communes du Pays d'Aubagne et de l'Étoile

> Historique :

Initié en décembre 2004

> Type de gouvernance

et gestion : Opérateur Geres dans le cadre d'une convention multi-partenaire public



EIE du pays d'Aubagne et de l'Étoile



Pays d'Aubagne et de l'Étoile

LE TERRITOIRE ET SES ENJEUX

Le Pays d'Aubagne et de l'Étoile couvre 12 communes, où vivent 105 721 habitants dans un parc de logement qui a majoritairement plus de vingt ans (80%). L'activité du territoire est essentiellement tertiaire (services et commerces) avec quelques unités industrielles et exploitations agricoles. Le territoire a connu une urbanisation importante liée à sa proximité avec Marseille : il est constitué d'un centre urbain et

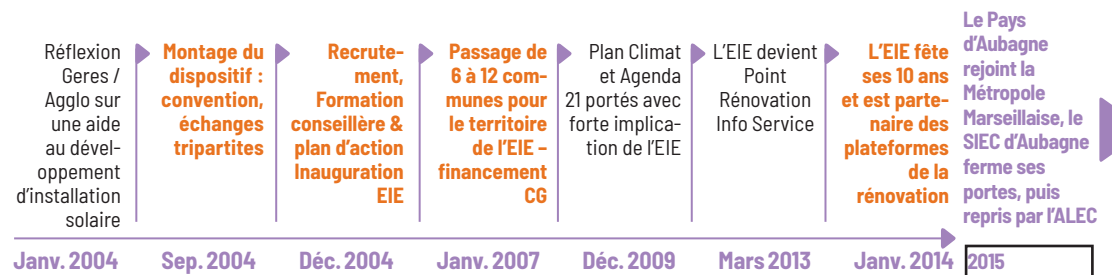
de centres anciens dans chacune des communes, où la population est plutôt modeste alors que la population aisée vit dans le péri-urbain. Sur le plan environnemental, outre de fortes consommations d'énergie et très peu de production, il y a une pollution diffuse due aux déplacements, activités économiques, logements (utilisation de fioul).

CONTEXTE & MOTIVATIONS AU LANCEMENT DE LA DÉMARCHE DE L'EIE

Dans les années 2000, l'ADEME dans le cadre du Programme National d'Amélioration de l'Efficacité Energétique a proposé un appui financier à la mise en place d'Espace Info Energie au niveau local. Le Geres, déjà identifié sur la thématique énergie / environnement, a eu un intérêt pour le dispositif,

de même pour la collectivité souhaitant apporter un service aux particuliers sur les économies d'énergie en général et les énergies renouvelables (dont solaire thermique) dans une optique de développement de l'économie locale.

ETAPES ET TEMPS FORTS DU DÉVELOPPEMENT DU SIEC À AUBAGNE



GOUVERNANCE ET FORME JURIDIQUE

Les acteurs suivants ont été associés à la définition et mise en œuvre de l'EIE à travers les différentes étapes :

Institutions publiques centrales & déconcentrées

- ADEME (Agence Environnement Maîtrise Energie),
- Conseil Général des Bouches du Rhône et
- Région Provence Alpes Côte-d'Azur

Secteur privé lucratif

Professionnels (artisans de l'isolation, de l'énergie solaire)

Institutions publiques décentralisées

- Agglomération GHB (Garlaban Huveaune Ste Baume)
6 communes ; devenue :
- Pays d'Aubagne et de l'Etoile (12 communes)
- Centre Communal d'Action Sociale (CCAS)

Secteur privé non lucratif

- Particulier / • Eco réseau / • Jardilien /
- Lycée Eiffel /
- Maisdon des associations

La gestion a été déléguée au Geres par le pays de l'Aubagne et de l'Etoile dans le cadre d'une convention quadripartite Ademe-Région-Conseil Général-Com-

munauté d'Agglomération assortie d'un budget oscillant entre 70.000 et 90.000 € par an pour 1,5 ETP (équivalent temps plein).

LE PARTAGE DE L'EXPERTISE ÉNERGÉTIQUE AU SEIN DU RÉSEAU RÉGIONAL PARTICIPE À DISPOSER D'UN PERSONNEL COMPÉTENT POUR ASSURER LA MISSION EIE ET À HARMONISER LE NIVEAU DU SERVICE SUR LE TERRITOIRE

Marie-Maud Gerard,

MODÈLE ÉCONOMIQUE ET FINANCEMENTS

L'EIE a reposé principalement sur des financements publics (local, régional, national), selon la charte édictée par l'ADEME. Le modèle économique de l'EIE a consisté à trouver un équilibre budgétaire entre des dépenses et des recettes en fonction des capa-

cités financières des partenaires. Pendant les sept dernières années d'activité de l'EIE, le budget moyen a été d'environ 80 K€ par an. Ces financements peinent à s'inscrire sur une longue durée pour tous les partenaires.

ÉQUIPES ET COMPÉTENCES MOBILISÉES

L'équipe de l'EIE a compté un temps partiel d'un coordinateur (chargé des relations partenariales et actions) et un conseiller EIE chargé de la mise en œuvre des actions, conseil, animations et projets spécifiques du territoire, et bilans. Le poste de conseiller EIE est technique sur l'énergie, le logement et

l'environnement (minimum 3 ans d'études après le BAC) avec une qualité relationnelle requise pour la fonction. Les conseillers ont bénéficié d'un plan de formation nationale et spécifique de l'ADEME, déterminant dans la professionnalisation du métier.

SUIVI-ÉVALUATION ET MESURE DES IMPACTS

En 2014, l'EIE a mené une étude d'impact de son activité : 63% des contacts renseignés ont pris la décision d'investissements en efficacité énergétique, et ont déclaré que l'EIE a contribué au passage à l'acte. Les impacts énergétiques et environnementaux ont été estimés à 1 206 652 kWh économisés/an, et 194 teqCO2/an potentiellement évitées.

Les impacts économiques ont aussi été approchés, avec 587 694 € de travaux générés par an, soit 6 410 € TTC de travaux par logement. Cela a contribué à assurer 6 emplois/an uniquement par la réalisation des travaux d'amélioration énergétique sur le territoire.

RÉSULTATS ET DÉFIS

En 11 ans, l'EIE a œuvré auprès de 5 000 ménages. 21 000 citoyens ont été directement sensibilisés et plus de 400 artisans et professionnels du bâtiment ont été référencés sur le territoire et ont bénéficié d'un accompagnement spécifique. L'EIE a vu la professionnalisation de 3 conseillers et toute une équipe au sein du Geres. Le contenu du conseil a fortement évolué vers plus de technique et au profit d'un ac-

compagnement de plus en plus poussé. Ceci a amené les pouvoirs publics à repenser le dispositif et mettre en place des Points Renovation Info Service (PRIS) et des plateformes (régies par les collectivités locales) qui assurent le lien entre l'ensemble des acteurs (habitat, énergie, finances, juridique) pour mieux accompagner les cibles.

ACTIVITÉS, CIBLES ET OUTILS

L'EIE informe et conseille de manière neutre et gratuite le particulier et les professionnels sur l'amélioration de l'habitat à travers des permanences (conseil personnalisé), des animations (sensibilisation de masse) et projets locaux.

Il met à disposition des ressources d'information pour appuyer la prise de décision (fiches pratiques de conseils techniques, sites internet, mise à jour des aides financières). L'EIE relaie et favorise également les initiatives du territoire et les incitations et dispositifs d'aides financières au niveau national et local.

Contact :
Marc Glass
04 42 18 55 88
m.glass@geres.eu

